

## L'après Fidel Castro : les enjeux géopolitiques

Christian Nadeau \*

*L'hospitalisation de Fidel Castro, annoncée le 31 juillet 2006, en même temps que le passage temporaire du pouvoir à son frère Raúl ont fait couler beaucoup d'encre. Cependant, les schémas d'analyse entourant la question de la succession du lider maximo développés au cours des années 1990, au lendemain de la chute du bloc soviétique, ne correspondent plus à la réalité cubaine d'aujourd'hui, car la place de Cuba dans la géopolitique internationale a passablement changé depuis le début du troisième millénaire. De nouveaux acteurs sont entrés en jeu et leurs relations avec Cuba se sont établies et se développent sur des bases fort différentes de celles qui prévalaient auparavant.*

*La présente chronique tracera un portrait de la situation géopolitique de Cuba afin de donner un aperçu des enjeux auxquels seront confrontés les éventuels successeurs de Fidel Castro ainsi que les pays qui pourraient vouloir influencer sur l'avenir de l'île. Nous verrons que, loin d'avoir été maintenu dans l'isolement par suite du renforcement, entre 1992 et 2004, de l'embargo imposé par les États-Unis d'Amérique (EUA) en 1962, Cuba a consolidé ses relations avec ses voisins, ainsi qu'avec plusieurs autres pays, et que ces liens tendent à se renforcer plutôt qu'à*

*se relâcher. À ce propos, nous aurons l'occasion de souligner que le plus grand changement dans la politique extérieure cubaine depuis la chute du bloc soviétique réside dans l'émergence du Venezuela et de la Chine en tant que principaux alliés de Cuba sur la scène internationale<sup>1</sup>*

### Une politique étrangère à caractère social

Dès 1960, le gouvernement en place à Cuba se déclarait solidaire des peuples du monde, dénonçait l'impérialisme américain et affirmait son droit d'établir des relations avec les pays de son choix, incluant ceux appartenant au camp socialiste. Il assurait aussi qu'il favoriserait les rapprochements avec tout pays latino-américain ou caribéen libéré de la domination extérieure et de l'oppression intérieure, une position qui est demeurée inchangée depuis lors<sup>2</sup>.

\* L'auteur est étudiant à la maîtrise en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.

<sup>1</sup> Daniel Erikson, «Cuba, China, Venezuela : New Developments», In *Cuba in transition: volume 13*, Association for the Study of the Cuban Economy, Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy, 2005, p.410-411.

<sup>2</sup> Luis Suárez Salazar, «Cuba's Foreign Policy and the Promise of ALBA», *North American Congress on Latin America : Report on the Americas*, vol. 39, n° 4 (janvier/février 2006), p. 1.

En ligne : [http://www.nacla.org/art\\_display.php?art=2623](http://www.nacla.org/art_display.php?art=2623), consulté le 5 septembre 2006.

Au fil des ans, Cuba s'est joint à plusieurs organisations interaméricaines qui ne remettaient en question son système politique et où les États-Unis ne disposaient pas d'un droit de veto. Par exemple, Cuba fait partie de l'*Organisation panaméricaine de la santé (Pan American Health Organization ou PAHO)*, de l'*Organización Latinoamericana de Energía (OLADE)*, du *Sistema Económico Latinoamericano y del Caribe (SELA)*, de l'*Association des États de la Caraïbe*, ainsi que de plusieurs organisations internationales<sup>3</sup>. Par contre, Cuba a été exclu de l'Organisation des États américains (OEA), ainsi que du projet de Communauté des démocraties qui devait déboucher, entre autres choses, sur l'instauration d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Depuis plusieurs années, Cuba maintient un programme actif de diplomatie fondé sur l'envoi de médecins cubains en Afrique et en Amérique latine. De plus, Cuba a toujours offert une aide humanitaire aux pays affectés par des catastrophes et ce, peu importe l'état de ses liens politiques avec les gouvernements concernés<sup>4</sup>. Enfin, Cuba aura formé plus de 43 000 médecins issus de 120 pays lorsque les 8 922 étudiants boursiers actuels auront gradué de l'École latino-américaine de sciences médicales inaugurée à La Havane en 1999<sup>5</sup>. Un partenaire clé de la Chine en Amérique latine

La Chine joue désormais un rôle économique important dans les Amériques et sa convoitise des ressources naturelles l'a amenée à investir massivement en Amérique latine. Ainsi, en 2004, près de la moitié de l'investissement direct étranger de la Chine a été dirigé vers l'Amérique latine, alors que seulement 23 % a été destiné à l'Asie<sup>6</sup>. Dans ses échanges avec les pays d'Amérique latine, la Chine propose une

alternative à la signature de traités de libre-échange basée sur le Consensus de Washington où le libre marché et le principe de non intervention de l'État constituent la base des négociations. En effet, la Chine fonde ses accords sur le principe du respect de la souveraineté et sur la défense des intérêts nationaux des États. Elle préfère aussi la modernisation économique aux réformes politiques<sup>7</sup>.

Depuis 1995, les échanges culturels, sportifs et commerciaux se sont multipliés entre la Chine et Cuba. Plusieurs rencontres de haut niveau ont eu lieu entre les deux pays et des accords de coopération économique ont été signés dans les domaines de la science, de la technologie et de la défense<sup>8</sup>. La Chine a aussi investi dans l'exploitation des matières premières à Cuba. Elle a accordé un rééchelonnement de la dette cubaine et elle a fait don de matériel médical, d'uniformes scolaires et d'un million de téléviseurs. Elle est devenue le troisième partenaire commercial de Cuba, après le Venezuela et l'Espagne<sup>9</sup>. Tous ces échanges avec la Chine ont bénéficié considérablement à Cuba. De plus, sur le plan diplomatique, la Chine défend les positions de Cuba dans les forums internationaux, en particulier, à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Ainsi, les multiples rencontres des plus hauts dirigeants, la complémentarité des nombreux échanges économiques et le partage d'une idéologie apparentée sur le plan politique ont fait de Cuba un partenaire important de la Chine en Amérique latine.

### **Reconnaissance par les pays d'Amérique latine**

Trente des 32 pays d'Amérique latine et des Caraïbes maintiennent des relations diplomatiques avec Cuba<sup>10</sup>. De temps à autre, les relations avec certains d'entre eux

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Comme ce fut le cas au lendemain du passage de l'ouragan Katrina sur les côtes des EUA, en septembre 2005.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>6</sup> Philip Brenner et Marguerite Jimenez, «U.S. Policy on Cuba Beyond the Last Gasp», *North American Congress on Latin America : Report on the Americas*, vol. 39, n° 4 janvier/février 2006, p. 6.

En ligne : [http://www.nacla.org/art\\_display.php?art=2621](http://www.nacla.org/art_display.php?art=2621), consulté le 5 septembre 2006.

<sup>7</sup> Erikson, *op cit*, p. 417.

<sup>8</sup> Par exemple, le président Jiang Zemin a visité Cuba en 2001 et Castro s'est rendu en Chine, en 2003. En novembre 2004, le nouveau président chinois, Hu Jintao, est lui aussi passé par Cuba.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 410.

<sup>10</sup> À l'exception du Salvador et du Costa Rica.

s'enveniment pour peu qu'ils appuient les résolutions portées par les EUA aux Nations Unies concernant le sort réservé aux droits humains sur l'île, mais ces relations reviennent éventuellement à la normale après un certain temps. D'ailleurs, depuis que le climat politique favorise nettement les partis de gauche en Amérique du Sud, cette tendance a permis d'augmenter les échanges et investissements entre plusieurs des pays concernés et Cuba<sup>11</sup>.

### **Les prémisses d'une nouvelle relation avec le Venezuela**

Après avoir purgé trois ans de prison suite à son coup d'État manqué de 1992, Hugo Chávez est reçu en ami, par Fidel Castro, à La Havane. D'ailleurs, depuis l'élection de Chávez à la présidence du Venezuela, en 1998, le pays n'a cessé de se rapprocher politiquement et économiquement de Cuba. En octobre 2000, un premier accord, appelé *Convenio integral de cooperacion*, a été signé par Chávez et Castro qui établit un arrangement de vente de pétrole à prix préférentiels en échange de l'envoi de milliers de professionnels qui offrent leurs services à la population des zones et quartiers défavorisés du Venezuela dans les domaines de l'éducation, de la santé, du sport et de la recherche scientifique.

En avril 2002, suite à une tentative ratée de coup d'État contre Chávez, les livraisons de pétrole à Cuba ont été suspendues durant quatre mois jusqu'à ce que Chávez reprenne les rênes du gouvernement en mains<sup>12</sup>. D'ailleurs, depuis son retour au pouvoir, Chávez se fie de plus en plus sur les conseils de Castro, ce dont témoigneraient les échanges entre services secrets et la coopération en matière d'entraînement

militaire<sup>13</sup>. Les conseillers politiques et les services de renseignements cubains aideraient Chávez à faire face aux tentatives du mouvement d'opposition pour le renverser<sup>14</sup>.

Parallèlement, on assiste à la poursuite de l'intégration entre les deux pays. En janvier 2004, Adan Chávez, frère et secrétaire personnel d'Hugo Chávez, a été nommé ambassadeur du Venezuela à Cuba. Le 14 décembre 2004, environ 200 projets bilatéraux d'une valeur de 874,6 millions de \$ ont poussé la valeur totale des échanges de biens et services entre les deux pays à presque 2 400 millions de \$<sup>15</sup>. Cependant, la majeure partie de ces échanges continue de reposer sur l'envoi de pétrole par le Venezuela en échange de l'envoi de médecins et autres personnels de soutien de la part de Cuba. À ce propos, les 53 000 barils de pétrole par jour livrés à Cuba par le Venezuela représentent moins que 2 % de sa production, alors que la valeur estimée de ce pétrole compte pour environ un sixième des importations cubaines, faisant ainsi du Venezuela le plus grand partenaire commercial de Cuba. Malgré les facilités de paiement, la dette de Cuba envers *Petróleos de Venezuela S.A.* (PDVSA), l'entreprise pétrolière publique du Venezuela, a augmenté au cours des ans pour atteindre 752 millions de \$ au début de 2004. Bien que ce montant représente 80 % des dettes de PDVSA, le gouvernement vénézuélien a accordé trois fois le rééchelonnement de la dette cubaine à l'entreprise depuis les accords de 2000. De son côté, les estimations portaient à 20 000 le nombre de

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> Un diplomate européen a affirmé que Cuba aurait joué un rôle dans l'échec du coup d'État. Voir : An Information Service of the Cuba Transition Project, «Castro's Venezuelan Bonanza», *University of Miami : Institute for Cuban and Cuban-American Studies*, n° 54, avril 2004, 7 p. En ligne : <http://www.futurodecuba.org/Focus%20on%20Cuba-Castro's%20Venezuelan%20Bonanza.htm>, consulté le 6 septembre 2006.

<sup>13</sup> Julio A. Cirino et Andres Benavente Urbina, «Cuba - Venezuela, el puño caribeño que se cierne sobre el hemisferio», *University of Miami : Institute for Cuban and Cuban-American Studies : Cuba Transition Project* (octobre 2005), 16 p. En ligne : <http://ctp.iccas.miami.edu/MadridSpainSeminar/JulioCirino.pdf>, consulté le 6 septembre 2006.

<sup>14</sup> An Information Service of the Cuba Transition Project, p. 1.

<sup>15</sup> Sylvie Dugas, «La nationalisation des hydrocarbures, outil ou écueil pour le développement de la Bolivie ?», *Observatoire de Amériques : Chronique des Amériques* (juin 2006), p. 7. En ligne : [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro\\_dugas\\_06\\_23.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_dugas_06_23.pdf), consulté le 5 septembre 2006.

professionnels cubains au Venezuela en 2005, dont 14 000 médecins<sup>16</sup>.

### **Le projet d'intégration de l'Amérique latine**

En décembre 2001, lors du III<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'États et de gouvernements de l'Association des États des Caraïbes, le président Chávez a lancé un projet d'intégration des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dénommé *Alternativa Bolivariana para la América* (ALBA). L'ALBA propose une intégration latino-américaine et caribéenne ayant pour objectif de réduire les inégalités<sup>17</sup> dans un esprit de coopération plutôt que de compétition. D'emblée, l'ALBA s'est posée en opposition au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Cette alternative se veut une critique de la libéralisation des marchés et de la constitution d'un espace économique continental dégagé de l'emprise des États. Elle prône plutôt l'intervention de l'État pour réguler les marchés au nom de la défense et de la promotion du bien commun et, à cette fin, elle prévoit la mise sur pied d'échanges, d'investissements et de programmes fondés sur un principe de solidarité sociale<sup>18</sup>.

L'ALBA trouve son inspiration dans la pensée du *libertador* Simón Bolívar, figure historique qui, entre 1811 et 1825, a conduit plusieurs pays d'Amérique du Sud à l'indépendance face à l'empire espagnol. Bolívar ambitionnait de forger une union des pays latino-américains où l'éducation publique serait offerte gratuitement et où la souveraineté nationale serait respectée. La version vénézuélienne du bolivarianisme s'inspire aussi d'autres figures historiques,

parmi lesquels Ezequiel Zamora et Simón Rodríguez. Quant à la dimension sociale de l'ALBA, elle aurait été inspirée du document *Alternatives pour les Amériques*, développé par l'Alliance sociale continentale (ASC) comme substitut au projet de ZLÉA<sup>19</sup>

De nature vague et utopique au départ, l'ALBA a pris forme, le 28 avril 2005, par suite de la signature d'une quarantaine d'accords commerciaux entre le Venezuela et Cuba pour une valeur initiale de plus de 400 millions de \$. Ces accords portent sur les secteurs bancaire, aéroportuaire, naval, sur la construction domiciliaire et sur les industries culturelles, entre autres. Dans le but d'assurer une intégration de base entre les deux pays, des mécanismes ont été prévus pour faciliter la participation aux niveaux municipal et provincial. De plus, la naissance formelle de l'ALBA a approfondi les ententes déjà existantes engageant Cuba envers le Venezuela : augmentation du nombre de travailleurs cubains de la santé à 30 000, création de cliniques et de centres médicaux, formation de plus de 45 000 employés de la santé et traitements chirurgicaux à Cuba pour 100 000 vénézuéliens au total. De son côté, le Venezuela s'est engagé à porter ses livraisons de pétrole à Cuba à 90 000 barils par jour<sup>20</sup>

L'intégration croissante des deux pays au cours des dernières années est telle qu'elle soulève la question d'une éventuelle unification<sup>21</sup>. Déjà la politique extérieure des deux pays opère de manière coordonnée et l'expertise de Cuba est mise à contribution pour l'organisation de

<sup>16</sup> Voir Erikson, p. 411-412 et An Information Service of the Cuba Transition Project.

<sup>17</sup> L'Amérique latine constitue la région du monde où les inégalités sont les plus grandes. Voir Salazar.

<sup>18</sup> Ana Faya, «Cuba and Venezuela United?», *Focal Point : Spotlight on the Americas*, vol. 4, n° 10, novembre/décembre 2005, p. 2. En ligne : [http://www.focal.ca/pdf/focalpoint\\_nov-dec05.pdf](http://www.focal.ca/pdf/focalpoint_nov-dec05.pdf), consulté le 6 septembre 2006.

<sup>19</sup> Le document visait une intégration pour l'entièreté des Amériques alors que l'ALBA exclue, pour l'instant du moins, l'Amérique du Nord de son projet d'intégration. Voir Nathalie Guay et Raphaël Canet, «Quand le spectre de Bolívar hante le FSM : dilemme entre le principe d'horizontalité et la révolution bolivarienne», *Observatoire de Amériques*, Chronique des Amériques, mars 2006, p. 2, 6-7. En ligne : [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro\\_canet\\_guay\\_06\\_14.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_canet_guay_06_14.pdf), consulté le 5 septembre 2006.

<sup>20</sup> Salazar, p.5-6.

<sup>21</sup> Faya, p. 2.

campagnes politiques et sociales en Amérique latine<sup>22</sup>.

### **La Bolivie se joint à Cuba et au Venezuela**

Le 22 janvier 2006, Evo Morales, du parti *Movimiento al socialismo* (MAS), était élu à la présidence de la Bolivie. Avant son arrivée au pouvoir, un climat politique orageux s'était développé en Bolivie depuis 1985 et avait forcé la démission de plusieurs présidents<sup>23</sup>. La pauvreté touche 70 % de la population bolivienne, alors que le pays produit 40 000 barils de pétrole par jour et qu'il se situe au deuxième rang en Amérique latine pour la production de gaz. Entre 1996 et 2005, les compagnies étrangères exploitant les hydrocarbures boliviens ne versaient que 18 % de leurs profits en taxes et redevances. La pauvreté d'une part et l'exploitation des richesses de l'autre ont alimenté l'explosion sociale. L'élection de Morales est venue mettre un terme à ces turbulences<sup>24</sup>.

Morales et le MAS ont pris position contre le néolibéralisme, la mondialisation néolibérale et les accords de libre-échange. Par ailleurs, Morales a affirmé qu'il considérait Chávez comme un modèle. Cela explique que certains analystes perçoivent Morales comme étant favorable à un régime de gauche nationaliste et radical du même type que ceux qui sont pratiqués par Chávez et Castro. Leurs craintes ont été confirmées lorsque Morales a signé, le 29 avril 2006, un accord de mise en oeuvre de l'ALBA en Bolivie. Cet accord garantit à la Bolivie l'achat de sa production de soja<sup>25</sup> et d'autres produits agricoles, ainsi que l'envoi de médecins cubains tout en assurant sa

sécurité énergétique par la livraison de pétrole vénézuélien au besoin. Deux jours après la signature de cet accord, le 1<sup>er</sup> mai 2006, Morales a annoncé la nationalisation du pétrole et du gaz boliviens ce qui a provoqué une levée de boucliers de la part des compagnies étrangères visées et des gouvernements concernés, en commençant par celui du Brésil et de l'Espagne. En même temps, Morales s'est voulu rassurant envers les investisseurs avec lesquels il s'est dit ouvert à négocier. Il a souligné que la nationalisation était nécessaire pour corriger une situation abusive où plusieurs compagnies ne payaient pas d'impôt et ne respectaient pas les lois boliviennes. Il a affirmé vouloir utiliser les revenus du pétrole pour redistribuer la richesse à la population, mais ses détracteurs soutiennent qu'il cherche plutôt à renforcer son influence politique à la manière de Chávez<sup>26</sup>.

### **Une intégration à la carte**

D'autres initiatives, telles que Petrosur (aussi connu sous les noms de PetroAmérica et Petroleos de América) et PetroCaribe ont également été avancées. L'idée de PetroAmérica avait déjà été proposée en 1995 par les présidents d'alors du Brésil et du Venezuela. Elle ambitionnait de créer une alliance des plus grandes entreprises pétrolières du Brésil, du Venezuela, de l'Argentine, de l'Équateur et de la Bolivie qui contrôlerait 11,5 % des réserves mondiales de brut et qui pourrait influencer le marché mondial de l'énergie. Le récent projet de Petrosur, promu par le Venezuela, vise quant à lui à regrouper les entreprises pétrolières publiques des pays concernés<sup>27</sup>.

Pour sa part, PetroCaribe est destinée à livrer du pétrole à prix réduit, avec des facilités de paiement, aux pays des Caraïbes. L'entente signée, en septembre 2005, par les onze pays membres de la communauté

<sup>22</sup> Cirino et Urbina, *op cit*, p. 6, 7.

<sup>23</sup> Dorval Brunelle, «Les Amériques en 2005 : quelques faits marquants», Observatoire de Amériques, *Chronique des Amériques*, janvier 2005, p. 1.

En ligne :

[http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro\\_brunelle\\_06\\_02.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_brunelle_06_02.pdf), consulté le 5 septembre 2006.

<sup>24</sup> Dugas, *op cit*, p. 1, 4.

<sup>25</sup> La signature par le Pérou et la Colombie d'un accord de libre-échange avec les États-Unis fait craindre à la Bolivie la perte de son marché pour son soja au profit des entreprises américaines subventionnées.

<sup>26</sup> Au surplus, la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA s'est engagée, à investir 1 milliard de \$ dans l'industrialisation des hydrocarbures en Bolivie à la fin de mai 2006. Voir : Dugas, *op cit*, p. 1-4, 7.

<sup>27</sup> Brunelle, *op cit*, p. 3.

caribéenne (CARICOM) ainsi que Cuba, le Venezuela et la République Dominicaine charge PetroCaribe de la coordination de la politique énergétique des pays membres. De plus, l'entente établit un fonds ALBA – Caraïbes doté d'un investissement de départ de 50 millions de \$ fourni par le Venezuela pour développer l'emploi et les services sociaux au sein des pays membres de PetroCaribe. Ainsi, PetroCaribe a permis à Chávez de faire contrepoids aux pressions exercées par les EUA sur certains pays caribéens pour la signature d'accords bilatéraux<sup>28</sup>. D'autres accords dans le domaine énergétique ont été conclus par Chávez avec des pays d'Amérique latine dont l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay. Tous ces accords liés au pétrole ont permis au Venezuela d'étendre considérablement son influence dans la région.

Sur le plan du contrôle de l'information, Chávez a lancé un projet de création d'une chaîne de nouvelles télévisées produite par et pour l'Amérique latine. La chaîne a été lancée en espagnol, le 24 juillet 2005, sous le nom de Telesur avec comme slogan « notre Nord est le Sud ». Telesur vise à faire face au monopole détenu par les étrangers sur l'information en Amérique latine selon le modèle de ce que *Al Jazeera* a accompli dans les pays arabes. Elle est financée par le Venezuela (51 %), Cuba (19 %), l'Argentine (20 %) et l'Uruguay (10 %)<sup>29</sup>.

Des ententes ont aussi été signées par le Venezuela avec plusieurs pays d'Amérique latine dans des domaines aussi variés que le financement, le tourisme, l'agriculture, la construction de pétroliers, l'installation d'ascenseurs et la défense, pour ne nommer que ceux-là. De manière générale, ces ententes ponctuelles favorisent l'intervention de l'État, la solidarité entre les peuples et la lutte contre la pauvreté. Elles visent aussi la mise en place d'infrastructure pour le développement autonome de

l'Amérique latine et des Caraïbes. Ainsi, elles s'inscrivent elles aussi dans le cadre idéologique de l'ALBA.

### **La difficile neutralité de l'Espagne**

Bien que l'Union Européenne (UE) reste un partenaire économique important pour Cuba, la relation entre les deux s'est détériorée depuis que l'UE a adopté une rhétorique hostile après les arrestations de dissidents cubains en 2003<sup>30</sup>. Depuis plusieurs années déjà, l'Espagne du président Aznar s'était alignée sur la politique étrangère des EUA et cela s'était traduit par des pressions sur Cuba. Le 15 avril 2004, l'arrivée au pouvoir de José Luis Rodríguez Zapatero en Espagne a ramené le pays à son ancienne politique de bonne entente avec tous les pays d'Amérique latine, y compris Cuba. Face aux projets rivaux de la ZLÉA et de l'ALBA, l'Espagne peine à maintenir une position neutre, d'autant qu'elle a récemment vendu des armes au Venezuela. Certains analystes prétendent que l'Espagne serait plus favorable à l'ALBA, car Zapatero a discuté à plusieurs reprises avec Chávez, mais cette préférence reste à prouver. En ce qui a trait à Cuba, l'Espagne de Zapatero défend au sein de l'UE un adoucissement de sa position à l'égard de Cuba<sup>31</sup>.

### **Résurgence d'un enjeu géopolitique pour les États-Unis**

Après la chute de l'ex-URSS, la situation à Cuba était devenue une affaire de politique intérieure plutôt qu'un problème de nature internationale pour les EUA, essentiellement parce que leur politique était tributaire du rôle joué par les *lobbies*. Mais, depuis deux ans, l'agressivité de l'administration américaine envers Cuba a repris de plus belle. Plusieurs indices laissent croire que Cuba est redevenu un problème de politique étrangère. Ainsi, l'administration a renforcé

<sup>30</sup> Erikson, *op cit*, p.410.

<sup>31</sup> Francesc Bayo et Christian Freres, «Spain and Latin America: The Return of Autonomy», *Focal Point : Spotlight on the Americas*, vol. 5, n° 2 (mars 2006), p. 7-8.  
En ligne : [http://www.focal.ca/pdf/focalpoint\\_march06.pdf](http://www.focal.ca/pdf/focalpoint_march06.pdf), consulté le 7 septembre 2006.

<sup>28</sup> Salazar, *op cit*, p. 5.

<sup>29</sup> Guay et Canet, *op cit*, p.5-6.

considérablement l'embargo en juin 2004 en adoptant des mesures susceptibles d'affecter négativement sa cote auprès de l'électorat cubano-américain. De plus, contre la volonté du Congrès, l'administration Bush a tenté de réduire les exportations alimentaires et ce, malgré les pressions du milieu des affaires<sup>32</sup>.

À l'automne 2005, le Conseil national des services de renseignement a ajouté Cuba à sa liste des pays instables où l'intervention des EUA pourrait être requise. Toujours en 2005, la nomination au nouveau poste de Coordonnateur à la transition de Cuba et le remplacement du chef de la Section des intérêts des EUA à Cuba ont montré la détermination avec laquelle l'administration américaine envisageait de défier la légitimité du régime cubain et de provoquer une transition<sup>33</sup>.

Lors d'une audition au Congrès, en octobre 2005, Daniel Fisk, conseiller pour la Sécurité nationale des EUA a expliqué que Cuba et le Venezuela agissaient en tandem pour soustraire les pays des Caraïbes de l'influence de EUA. Selon lui, le pétrole vénézuélien et les médecins cubains mettaient en danger la domination traditionnelle des EUA sur cette partie du monde. De plus, la montée de la gauche en Amérique latine et la constitution de l'ALBA, en tant qu'alternative à la ZLEA, étaient autant de raisons pour remettre Cuba à l'agenda de la politique étrangère. L'administration était également préoccupée par les ententes récentes intervenues entre la Chine et Cuba, d'abord parce qu'elles réduisaient les effets de l'embargo américain, ensuite, parce que les investissements chinois s'inscrivaient dans une stratégie plus large visant à sécuriser à

long terme l'accès à des ressources dont elle avait besoin<sup>34</sup>.

Certains officiers américains ont soulevé leurs inquiétudes de voir l'axe Venezuela – Cuba attiser les sentiments antiaméricains, stimuler les soulèvements de la gauche en Amérique latine et même poser des menaces à la sécurité des EUA et de leurs alliés dans la région. D'ailleurs, plusieurs leaders indigènes des Amériques avaient manifesté leur admiration pour Chávez et Castro lors du Congrès bolivarien des peuples tenu à Caracas, en novembre 2003. Mais, le plus inquiétant encore, du point de vue des EUA, est bien la nature même de l'aide fournie par les Cubains à la population habitant les quartiers pauvres du Venezuela<sup>35</sup>.

## Conclusion

Au tournant du nouveau millénaire, Cuba disposait de partenaires d'affaires, parmi lesquels l'Espagne et le Canada figuraient aux tout premiers rangs, qui défendaient une approche apparentée à celle des EUA sur le plan politique et qui favorisaient une transition vers une économie de marché. Depuis son rapprochement avec la Chine et le Venezuela, Cuba bénéficie désormais de deux alliés d'autant plus intéressés par la stabilité politique, que les deux misent sur Cuba pour atteindre des objectifs nationaux et internationaux précis. La Chine détient un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU qui pourrait être crucial pour contrer les objectifs des EUA sur Cuba. Quant au Venezuela, il pourrait bientôt bénéficier d'un pouvoir important au sein de l'OEA, s'il continue de gagner des appuis parmi les pays latino-américains et caribéens. Les EUA devront donc tenir compte de ces nouveaux facteurs dans leur préparation de l'aprèsCastro.

Par ailleurs, si les élections du 5 novembre 2006, devaient porter le sandiniste Daniel Ortega à la présidence du Nicaragua, ce

---

<sup>32</sup> De plus, des machinations du leader républicain de la Chambre des représentants ont empêché le Congrès d'appliquer certaines mesures qui auraient affaibli l'embargo. Voir : Brenner et Jimenez, *op cit*.

<sup>33</sup> Comme quoi l'attitude agressive de l'administration Bush dépasse maintenant la simple rhétorique. Voir : Brenner et Jimenez, *op cit*.

---

<sup>34</sup> Brenner et Jimenez, *op cit*, p. 5-6.

<sup>35</sup> Erikson, *op cit*, p. 412.

résultat aurait un impact déterminant sur les alignements stratégiques en cours sous l'égide de l'ALBA.

Enfin, à l'intérieur même de Cuba, la marge de manoeuvre du gouvernement qui succédera à Fidel Castro a, elle aussi, passablement changé depuis le début du millénaire et la classe politique cubaine devra tenir compte des nouvelles relations établies par l'île sur le plan international. En effet, alors que les choix qui se présentaient auparavant à l'intérieur de l'île oscillaient entre le *statu quo* et une transition plus ou moins rapide vers une ouverture, à l'heure actuelle, l'intégration de plus en plus large et profonde avec le Venezuela, tout comme le rapprochement avec la Chine, obligeront le nouveau gouvernement à composer avec une réalité toute nouvelle qui ne favorisera sans doute pas les rapprochements avec les EUA.



Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).